

505 LHS31/14

9114

(1960)

9114

Politique d'achat des Administrations publiques. - Répercussions sur les prix.

Politique d'achat des Administrations publiques.
Répercussions sur les prix.

(s)	C.D.	20.	2.40	19	III
(s)	C.D.	27.	2.40	31	X

Extrait du P.V. de la séance du Comité de Direction
du 27 février 1940

Politique d'achat des services d'Etat

Lu X (a) p. 31

M. BERTHELOT. - Non, car ces prix vont être homologués. Ils ne pourront être que moins élevés. Ils constituent en somme un plafond que les fournisseurs ne peuvent dépasser. Ceux-ci sont libres néanmoins de vendre à des prix moins élevés, mais, en fait, ils ne le font pas.

M. BOUFFANDEAU. - Comment se fait-il alors que l'Armée anglaise et le Génie achètent à des prix plus élevés ?

M. LE GÉNÉRAL. - Parce qu'ils se rendent chez le fournisseur, voient un lot de traverses ou de bois prêt à nous être expédié, s'enquière du prix fixé, font immédiatement une surenchère, qui est naturellement acceptée, et enlèvent le lot sur le champ. Je pourrais vous citer des cas où des traverses à nous destinées ont été enlevées en gare par l'Armée anglaise.

M. BERTHELOT. - A n'importe quel prix.

M. LE GÉNÉRAL. - Bien entendu, nous protestons. Nous n'allons pas nous laisser faire.

M. BOUFFANDEAU. - Comment peut-on établir des prix maxima
XXXXXXXXXXXX et laisser les Administrations acheter à n'importe
quel prix ?

M. LE PRÉSIDENT.— Il n'existe aucun texte interdisant aux Administrations d'acheter au-dessus des prix fixés. Une telle interdiction n'existe que pour les particuliers. J'avais fait préparer un texte de décret comblant cette lacune, mais il n'a pas eu de suite jusqu'ici à la Présidence du Conseil.

M. BERTHELOT.— Puis-je vous demander si vous en avez parlé à M. Paul REYNAUD ?

M. LE PRÉSIDENT.— Non.

M. BERTHELOT.— Je pourrais servir d'intermédiaire si vous le vouliez.

M. LE PRÉSIDENT.— Volontiers.

M. LE DESHERAIS.— Le texte paraîtra peut-être, mais il ne sera pas respecté.

M. LE PRÉSIDENT.— Le Génie n'est pas seul en cause : tous les services administratifs ont acheté à des prix excessifs.

M. ARON.— De tels textes ne sont pas appliqués, pas plus que les textes concernant la main-d'œuvre et les salaires.

Extrait du P.V. de la séance du Comité de Direction
du 20 février 1940

QU. III - Marchés et commandes

Errements des services de l'Etat en ce qui
concerne le prix de revient des matériaux
qu'ils utilisent

Lu. III (s) p. 19

M. LE BESNERAIS. - Si nous n'intervenons pas, les prix monteraient et nous en subirions les conséquences. M. PORCHEZ nous en citait ce matin un exemple : Tandis qu'il paie encore à l'heure actuelle 600 fr le mètre cube de bois, le Génie l'achète 1.100 fr. De telles pratiques ne sont pas de nature à faire baisser les prix. Elles nous obligent à accepter des augmentations de prix importantes, car si nous résistons, nos approvisionnements ne se font pas et nous risquons de manquer des matières premières indispensables.

En agissant comme nous le faisons pour le compte du Ministère ~~xixixtèxx~~ de l'Armement, nous espérons mettre un frein ~~xxx~~ à la hausse des prix, car nous serons les seuls acheteurs.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. - Il est regrettable que les services de l'Etat, notamment les services militaires, et de même d'ailleurs que certains industriels, qui sont payés d'après leurs dépenses majorées des frais ~~généraux~~ généraux, ne désintéressent du prix de revient des matières qu'ils utilisent. La question est d'importance cependant, et de nature à réagir sur les transports. Tant que ces services et ces industries ne s'inquiéteront pas du prix de revient, toutes les mesures que nous prenons pour éviter les transports inutiles ou accélérer la rotation du matériel : augmentation de tarifs, pénalités pour retard dans le déchargement des wagons ou pour stationnement abusif, ne serviront à rien.

C'est une question dont il faudra saisir le Président du Conseil et nous le ferons. Le Ministre de l'Armement a déclaré l'autre jour que les pénalités, les frais de magasinage, pourraient être incorporés dans le prix de revient. Il est évident que les intéressés n'auront plus à se gêner, s'il n'est prévu quelque ~~frein~~ ~~xxxix~~, comme par exemple de limiter l'incorporation des frais à concurrence d'un maximum à déterminer.

M. GRIMPRET.— En effet, sinon les intéressés pourront laisser stationner les wagons en toute tranquillité.

M. BERTHELOT.— Il est certain que les industriels se préoccupent peu de l'incidence des frais de transport: Certains ~~xxxxxx~~ expédient du minerai à travers toute la France. D'autres demandent que nous transportions des bois, pour faire de la pâte à papier, d'un bout à l'autre du pays.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT.— Cette attitude des ~~xxxxx~~ industriels résulte encore de ce fait que, quel que soit le prix exigé par le chemin de fer, il reste encore de beaucoup inférieur au supplément de prix du fret maritime, consécutif au risque de guerre.

M. BERTHELOT.— En tout cas, nous n'avons pas de wagons pour assurer ces transports ~~xxxxxx~~ abusifs.

M. LE PRÉSIDENT.— Cela se rattache à la question des transports inutiles.